



Billet d'humeur d'un fonctionnaire énervé

La Fédération **CFTC** Santé Sociaux s'inquiète et s'interroge suite aux propositions faites par les finalistes des primaires de la Droite concernant la Fonction publique.

Sur la forme

où les fonctionnaires sont traités en masse, en nombre, en objets, en agrégats comptables, en variable d'ajustement mais jamais en êtres humains, citoyens et consommateurs.

« *je vous en supprime combien ? 200 000 ? , 500 000 ?* »

Ce mépris permanent de nos hommes politiques, ce dénigrement et ce bashing systématique des fonctionnaires, ne font que conforter nos concitoyens dans l'idée que le fonctionnaire est le responsable de tous les maux de notre société.

Nous, fonctionnaires, sommes des travailleurs comme les autres :

- avec des salaires moyens équivalents au privé ;
- avec une durée du travail équivalente au privé mais beaucoup d'heures supplémentaires non payés (l'Hôpital public est ouvert 24h/24, 365 jours par an, weekend et jours fériés compris) ;
- avec pour la majorité des agents, la retraite à 62 ans comme le privé ;
- avec des montants de retraites équivalents au privé.



A la CFTC nous prônons la qualité de vie au travail et le respect de la personne humaine, c'est pourquoi la forme ne nous convient pas.

Sur le fond

La Fédération **CFTC** Santé Sociaux est en complet désaccord avec des réductions d'effectifs d'une telle ampleur, que cela mettrait à mal notre modèle de société tout entier.

En effet en concentrant les réductions du nombre de fonctionnaires (entre 200 000 et 500 000), sur la Territoriale et l'Hospitalière, c'est plus particulièrement notre système hospitalier public tout entier qui est en grand danger alors même que les agents sur le terrain n'en peuvent plus de leurs conditions de travail extrêmes (heures supplémentaires, rappels sur congés, course à l'activité, violences verbales et physiques, burn-out, suicides).

- Aucun départ en retraite ne sera remplacé ;
- Retour aux 39 heures payées 37 ;
- Moins de personnels soignants pour s'occuper des patients ;
- Moins de professionnels qualifiés, remplacés par des agents contractuels ;
- Une baisse de la qualité des soins avec au final une population moins bien soignée.



Cela signifie aussi 500 000 emplois détruits qui ne seront pas compensés par le secteur privé et donc un chômage en augmentation.

En passant outre l'avis des organisations syndicales, c'est le dialogue social qui est danger et par là même la fin d'un modèle de société basé sur le **bien commun**, la **subsidiarité** et non le chacun pour soi.

Chers Hommes politiques de quelques bords que vous soyez,

- ✓ Le mépris est un boomerang cruel
- ✓ Une Nation n'est rien sans un Etat fort et un service public de qualité

**A la CFTC, nous sommes syndicalistes et constructifs et surtout pas destructifs.
Ainsi pour défendre celui qui travaille et protéger celui qui ne travaille pas,
nous croyons au dialogue et en l'humain.**